

Le Conseil des Etats ne laisse aucune chance aux salaires minimums

Berne, le 24 septembre 2013

Communiqué

Le Conseil des Etats ne laisse aucune chance aux salaires minimums

Le PLR rejette totalement l'initiative de la gauche qui est nocive pour l'économie

Les représentants des cantons ont balayé l'initiative populaire « Pour la protection de salaires équitables » lancée conjointement par le parti socialiste et les syndicats. Le PLR. Les Libéraux-Radicaux salue le rejet de cette initiative dangereuse pour le marché du travail suisse. Il s'engagera activement contre cette proposition.

La proposition de la gauche est un véritable boomerang ! Les premiers qui se verront pénalisés sont ceux qu'elle prétend protéger. Les postes de travail avec une faible rémunération seront simplement remplacés grâce aux progrès technologiques ou délocalisés. L'initiative pour un salaire minimum réussira à nous faire rattraper nos voisins européens en matière de taux de chômage.

Des bas salaires à titre provisoire

Le PLR ne défend pas les bas revenus, au contraire. Malheureusement, c'est une réalité mais il est important de relever que cette situation est provisoire dans la majorité des cas. Etudiants, étrangers, personnes retrouvant la vie active, etc. tels sont les profils des salariés à un faible revenu. La mobilité sociale en Suisse est très grande donc ces personnes grimpent généralement dans l'échelle salariale rapidement et cela grâce au marché du travail libéral.

Le Conseil des Etats a suivi le gouvernement en refusant cette proposition dangereuse qui mettrait en péril le fonctionnement du partenariat social. En comparaison internationale, le marché du travail suisse à un taux d'activité élevé, un taux de chômage faible et des hauts salaires en progression.

Le salaire minimum ne répond pas au problème de la pauvreté

Il faut améliorer la situation des sous-enchères salariales et réduire la pauvreté, mais le salaire minimum n'est pas la réponse adéquate. La pauvreté ne s'évalue pas uniquement en fonction du salaire, mais également en fonction de la situation familiale, géographique, etc. Investir dans la formation, assurer des mesures sociales ciblées et garantir un marché du travail libéral, voilà qui va permettre à chacun de s'épanouir et de faire vivre sa famille.

Le Conseil des Etats ne laisse aucune chance aux salaires minimums

Conclusion: L'initiative sur les salaires minimums menace notre économie, nos entreprises et porte directement atteinte aux employés les plus vulnérables. C'est la raison pour laquelle le PLR salue le rejet par le Conseil des Etats de l'initiative « pour la protection de salaires équitables » et s'engage pour un marché du travail libéral fort – **par amour de la Suisse.**

Contacts:

› Isabelle Moret, vice-présidente du PLR-Les Libéraux-Radicaux, 079 332 08 23

› Pia Guggenbühl, cheffe de la communication, 079 566 60 10

› Aurélie Haenni, porte-parole romande, 079 315 78 48